

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUTRIPACK

150 Route de Lallaing
59148 Flines-Lez-Raches

Références : 2024-V1-443

Code AIOT : 0007002566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement NUTRIPACK implanté 150 Route de Lallaing 59148 Flines-lez-Raches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de finaliser le récolement des éléments permettant de se conformer à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021 et notamment des suites de la visite du 17/06/2022.

Cette rencontre a également été l'occasion d'échanger avec l'exploitant sur différents sujets liés à son dossier de porter-à-connaissance de modifications et dont la version 4 est en cours d'instruction par nos services.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIPACK
- 150 Route de Lallaing 59148 Flines-lez-Raches
- Code AIOT : 0007002566

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NUTRIPACK (filiale d'Impact Group) exploite actuellement un site industriel de fabrication d'emballages alimentaires par injection plastique et thermoformage sur la commune de Flines-lez-Râches (qui est également le siège de la société).

L'usine fonctionne en 3X8 sur 7 jours.

Le site est constitué :

- d'un bâtiment abritant historiquement les chaînes de production de thermoformage, remplacées progressivement par un procédé de fabrication à base de cellulose ;
- d'un second atelier de production connexe pour l'injection plastique ;
- d'un entrepôt de stockage d'un volume de 8850 m³ et de silos de stockage extérieur de matières premières (granulés plastiques) ;

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2661-1 de la nomenclature des installations classées (transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression).

Il est également classé sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662 (stockage de polymères) et de la déclaration au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert) bénéficiant de l'antériorité pour la partie existante du site.

Il est réglementé par un arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2016.

L'exploitant fait évoluer son activité en remplaçant progressivement son procédé de thermoformage par un procédé de fabrication à base de cellulose (à terme il n'y aura plus de thermoformage sur site).

Un PAC a été déposé en ce sens le 14 mars 2022 et est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	APMD du 18/06/2023 - Valeurs limites d'urgence	APMD du 18/06/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	APMD du 18/06/2021 - moyens de lutte incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant les enjeux associés aux constats effectués lors des visites du 17/06/2022 et du 11/04/2024, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 18/06/2021.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : Article 3 : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur: 1) L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2) L'analyse de chacune des substances suivantes : [...] 3) La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2) et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes : [...] article 4 : I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2) de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3) de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois
<p>Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>[...]</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé, avec du retard, les 3 prélèvements prévus par la réglementation, en date du 10/04/2024, 15/05/2024 et 12/06/2024. Les résultats ont été transmis à l'inspection via l'outil GIDAF.</p> <p>Observation : l'exploitant a déposé, en mars 2022, un dossier de PAC de modifications. Ce dossier est en cours d'instruction par nos services. La situation administrative du site est impactée par ces modifications avec la modification du classement pour la rubrique 2661 passant de A à E.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 2 : APMD du 18/06/2021 - moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte incendie - réserve d'eau
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : - en disposant sur son site d'appareils suffisants pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, capables de délivrer un débit d'au moins 330 m³/h sur 2 h (soit un volume total de 660 m³), dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : L'exploitant dispose pour sa défense contre l'incendie : - d'une réserve existante d'un volume de 500 m ³ (480 m ³ utiles) ; - un PI capable de délivrer 71 m ³ /h (soit 142 m ³ en 2h) ; - d'une nouvelle réserve d'un volume de 60 m ³ (cf photo ci-dessous) installée en décembre 2023.  Les moyens en eau disponibles sont ainsi suffisants pour répondre aux besoins en eau du site. La non-conformité peut être levée sur ce point. Observation : il convient de noter que dans le cadre du dossier de porter-à-connaissance un nouveau calcul D9 des besoins en eau a été réalisé par l'exploitant. L'adéquation entre les nouveaux moyens et ce qui sera exigible à l'issue des travaux de modification pourra faire l'objet d'un contrôle a posteriori.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : APMD du 18/06/2023 - Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence		
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : [...] - en respectant les émergences maximales suivantes dans les zones à émergence réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
et ce, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;		
Constats : <u>Constats issus de l'inspection du 17/06/2022 :</u> L'exploitant a transmis, le jour de l'inspection, le rapport d'étude acoustique SIM ENGINEERING du 18 janvier 2022. Les mesures ont été réalisées du 2 au 5 novembre 2021. L'analyse, a posteriori, du rapport montre que : - les valeurs des émergences sonores mesurées respectent les valeurs réglementaires admissibles au niveau des points de mesure 1 (ZER1) en période de jour et du point 4 (ZER4) de jour comme de nuit ; - les valeurs des émergences sonores mesurées au niveau du point 5 (ZER5) de jour comme de nuit, et du point 1 (ZER1) en période de nuit ne sont pas conformes : - émergence de 19 dB (A) au niveau du point 5 en période de nuit ; - émergence de 9.5 dB (A) au niveau du point 5 en période de jour ; - émergence de 6.1db (A) au niveau du point 1 en période de nuit. L'exploitant ne respecte donc pas les valeurs maximales d'émergence réglementaires au niveau des points de mesures 1 et 5 (situés à proximité immédiate d'habitations). La non-conformité demeure sur ce point. Le délai de mise en conformité relatif à cette prescription n'est pas échu. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé dans un délai de 6 mois à compter du 12/07/2022. Aucune suite n'est donc proposée à ce stade. ----- <u>Constats issus de la visite d'inspection du 11/04/2024 :</u> Depuis la visite du 17/06/2022, l'exploitant a transmis un plan d'action de mise en conformité "bruit" et réalisé un certain nombre de travaux (capotage d'équipements, silencieux en toiture,...)		

afin de répondre aux différents rapports d'études acoustiques ayant conduit à la mise en demeure du 18/06/2021.

Cette visite avait d'ailleurs permis de constater les premières mises en conformité concernant les niveaux de bruits en limite de propriété du site mais n'avait pas permis de considérer le respect des émergences (cf constats du 17/06/2022 ci-dessus).

L'exploitant a transmis en date du 13/06/2024 un nouveau rapport de mesure acoustiques : rapport KALIES KAN.24.0232 version 1 du 07/06/2024.

A la lecture du rapport il apparaît que l'ensemble des émergences sont à présent respectées pour les points concernés (points 1 / 1bis / 4 et 5).

Le point de la mise en demeure concernant les émergences est à présent conforme.

Toutefois il apparaît de nouveau une non-conformité concernant la valeur de bruit en limite de propriété au niveau du point n°3 (point précédemment conforme).

A noter que le point de la mise en demeure du 18/06/2021 relatif aux valeurs de bruits en limite de propriété avait été levé lors de la visite du 17/06/2022.

Compte-tenu du rachat en cours, par l'exploitant, du terrain en limite de propriété au niveau du point n°3 (parcelle agricole en l'état actuel), et de possibles évolutions du bruit de fond résiduel il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mener une analyse sur ce point particulier afin de rechercher la cause de ce dépassement et de transmettre les résultats à l'inspection sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois